

LA RÉPUBLIQUE DE GAUCHE EN ESPAGNE DE 1931 À 1936: ENTRE RÉPUBLICANISME ET MACHIAVÉLISME

SOLAMA née COULIBALY Sophie

Maître-Assistante

Enseignante-Chercheure

Université Félix Houphouët-Boigny (Cocody, Côte d'Ivoire)

Département d'Études Ibériques et Latino-américaines

koumiasophie@yahoo.fr

Résumé

L'incongruité de l'avènement de la Seconde République le 14 avril 1931 a été salubre pour ses défenseurs, surtout pour les républicains radicaux qui cherchaient tous les recours possibles pour l'instaurer, même au moyen de la force. De 1931 à 1933 et ensuite à partir de 1936, on est arrivé à une cristallisation des résistances de gauche qui ont voulu imposer leur vision du monde. Face à une droite aux abois qui a tenté de se réaffirmer, la République s'est inspirée des méthodes de Machiavel pour conserver le pouvoir, mais sans réussir à les appliquer réellement.

Mots-clés : République de Gauche, Republicanisme, Machiavélisme, Espagne, 1931-1936

Resumen

La incongruencia del advenimiento de la Segunda República el 14 de abril de 1931 fue saludable para sus defensores, especialmente para los republicanos radicales que buscaron todos los remedios posibles para instaurarla, incluso por medio de la fuerza. De 1931 a 1933 y luego a partir de 1936, llegamos a una cristalización de la resistencia izquierdista que quería imponer su visión del mundo. Frente a una derecha asediada que intentó reafirmarse, la República se inspiró en los métodos de Maquiavelo para retener el poder, pero sin lograr aplicarlos realmente.

Palabras clave: República de Izquierda, Republicanismo, Maquiavelismo, España, 1931-1936

Abstract

The incongruity of the advent of the Second Republic on April 14, 1931, was salutary for its defenders, especially for the radical Republicans who sought every possible remedy to establish it, even by means of force. From 1931 to 1933 and then from 1936, we came to a crystallization of leftist resistance who wanted to impose their vision of the world. Faced with a beleaguered right that tried to reassert itself, the Republic drew inspiration from Machiavelli's methods to retain power but failed to actually apply them.

Keywords: Left Republic, Republicanism, Machiavellianism, Spain, 1931-1936

Introduction

La tumultueuse période de la Seconde République en Espagne (1931-1939) est très importante dans l'histoire de ce pays, car elle a permis à la nation espagnole de tirer les leçons du passé afin de parvenir à son niveau actuel de développement. Cette période de son histoire contemporaine a été marquée par deux événements majeurs : l'exacerbation des clivages politiques qui existaient entre les conservateurs et les républicains et l'éclosion de la latente Guerre Civile espagnole (1936-1939). En effet, de 1931 à 1933 et ensuite à partir de 1936, pour maintenir la République qui fut acquise après de nombreux sacrifices, on est arrivé à une cristallisation des résistances de gauche face à une droite qui aux abois, tentait de se réaffirmer. La "haine" assumée des républicains radicaux contre le régime monarchique a emmené toute la classe politique de gauche qui a dirigé l'Espagne entre 1931 et 1936 à entrer dans l'histoire de ce pays, en qualité de protagoniste dans la Guerre Civile (1936-1939). Cela sert de prétexte pour analyser le thème « *La république de gauche en Espagne de 1931 à 1936 : entre républicanisme et machiavélisme* ».

En quoi la République de Gauche de 1931 à 1936 peut être considérée à la fois comme républicaine et/ou machiavélique ? Cette république avait-elle les moyens de se maintenir ? La Seconde République espagnole a-t-elle déviée de l'idéal républicain ?

Nous partons de l'hypothèse que les républicains de gauche en Espagne ont utilisé sans scrupule toutes les fins pour maintenir la Seconde République. Du coup, fortement dominée par les idéologies de gauche telles que le socialisme, le libéralisme et l'anarchisme qui s'arrogeaient la paternité de cette république, elle a été très ambitieuse et a manqué énormément de sagesse. Pour se pérenniser, la Seconde République n'a pas hésité à remettre en cause le système de gestion du pouvoir monarchique, en s'attaquant énergiquement à l'Église qui demeure jusqu'à nos jours un important secteur de la culture de ce pays. Ainsi donc, étudier le comportement psychologique des républicains de gauche sous la Seconde République en Espagne revient à analyser l'idéologie ou la philosophie politique de ce groupe tout au long de cette période.

Aussi, il revient à analyser le rôle que les républicains de gauche ont joué inconsciemment, et qui a conduit à l'échec de la Seconde République. Mais, il est important de souligner que cette analyse n'entend pas étudier la psychologie en tant que domaine de pratiques. Elle prend en compte seulement dans son champ disciplinaire scientifique, l'analyse du comportement psychologique (R. Gerrig et P. Zimbardo, 2008) de la gauche espagnole dans une « société de masses » (S. Freud, 2010). En définitive, le présent article a pour objectif d'apporter de nouvelles réflexions sur certains aspects peu étudiés du comportement obsessionnel des républicains de gauche guidés par l'idée de "la fin justifie les moyens" pour maintenir cette République en Espagne.

Dans une perspective historique et à travers la méthode dialectique, il s'agira de comprendre les motivations profondes de cet atavisme politique de gauche pour parvenir à ses fins. On analysera d'abord les circonstances de la proclamation de la Seconde République, la politique républicaine de gauche et sa méthode de conservation de pouvoir. Il faut noter que nos sources sont issues pour la plupart d'ouvrages d'histoire contemporaine de l'Espagne et de journaux écrits en espagnol.

1. La Gauche en Espagne de 1931 à 1936 comme une République

Le régime monarchique en Espagne et sa mauvaise gestion du pouvoir par la Noblesse, l'Armée et l'Église sous la Restauration¹ ont été fortement décriés par de nombreux détracteurs tels que les

¹ La Restauration bourbonnienne est la période qui marque la fin de la Première République en Espagne (décembre 1874) et rétablit la dynastie des Bourbons avec Alphonse XII, fils d'Isabelle II et prend fin avec la proclamation de la Seconde République, le 14 avril 1931.

progressistes et les libéraux. Sans oublier les nombreux actes et décisions politiques² impopulaires qui ont contribué à la faillite du régime monarchique, l'échec de la Première République en amont et ensuite le Pacte de Saint-Sébastien paraissent les facteurs clés qui ont amorcée cette Deuxième République.

1.1. Les circonstances de la proclamation de la Seconde République en Espagne

La Première République en Espagne (1873 -1874) a été proclamée parce que « nadie quería ser rey de España » (N. Clemessy, 1973, p. 10)³. En effet, après plusieurs *pronunciamientos*⁴ soit des progressistes soit des carlistes⁵ qui étaient réfractaires à tout changement, c'est finalement la révolution de 1868 organisée par les libéraux qui a chassé Isabelle II du pouvoir. Il faut attendre jusqu'en 1870 pour que les désirs de la maison de Savoie d'installer un roi sur le trône d'Espagne se réalisent en la personne d'Amédée I^{er} de Savoie, fils du roi d'Italie. Le manque de légitimité et les difficultés à gouverner (J.F.M. Merchán, 1988)⁶ le pousse à abdiquer en février 1873.

Le 11 février 1873, la Première République espagnole proclamée par les *Cortés*. Elle a été éphémère car elle n'a duré que deux ans. Elle a été marquée par une forte instabilité parce qu'elle a connu cinq présidents du pouvoir exécutif⁷. Ils ont été confrontés à des difficultés telles que la résolution des problèmes liés au cantonalisme de plusieurs villes qui se voulaient souveraines et indépendantes, le déficit budgétaire, le chômage, l'anarchisme etc... C'est sans doute là qu'il faut rechercher l'échec et la brièveté de cette Première République.

Par ailleurs, la faillite de la Première République est imputable à la conspiration de la République de droite dans la gestion de pouvoir. En effet, au sein du républicanisme, les querelles intestines et l'obscurantisme de certains éléments de la droite et de sympathisants aux relents conservateurs, qui n'étaient pas du tout disposés à accepter le néo-capitalisme parce que soucieux de préserver leurs intérêts, explique la décrépitude de la Première République. L'expérience républicaine du Général Francisco Serrano (J.L. Comellas et T.O. Castañer, 2016) progressiste et partisan d'une Monarchie constitutionnelle, qui a gouverné à partir de janvier 1874 de manière autoritaire en concentrant le pouvoir et en dissolvant les *Cortés* jusqu'en décembre 1874, a pu accélérer la déchéance de ce régime. Ce même constat ressort de la pertinente analyse de Benito Pérez Galdós au sujet de l'échec de cette république :

² La Restauration a utilisé divers moyens pour rendre une situation de privilège à la Noblesse, l'Armée et l'Église. Par exemple, la Noblesse bénéficiait d'une place privilégiée dans le corps des officiers. Cela a suscité le mécontentement des couches sociales lésées qui ont fini par dénoncer ces privilèges. Aussi, le soutien de la Monarchie d'Alphonse XIII à la dictature du Général Primo de Ribera (1923-1930) et l'exil de ce roi en France en avril 1931 (qui fragilise le régime) peuvent-ils être à l'origine du bouleversement de l'ordre étatique.

³ Personne ne voulait être roi d'Espagne (Notre traduction).

⁴ Une révolution militaire. Un procédé par le lequel l'Armée se déclare contre le gouvernement en place dans le but de le renverser et de s'emparer du pouvoir souvent avec la bénédiction du monarque.

⁵ Il y a eu trois guerres carlistes. Ce sont des révoltes qui découlent des règles bourbonniennes de succession au trône, appelée la Loi Salique. Elle excluait les femmes à la succession au trône et a été abolie par le roi Ferdinand VII. L'infant Carlos, s'oppose à l'annulation de cette loi qui le privait d'office de l'accession au trône au profit de sa nièce Isabelle, fille du roi Fernand VII. Ces guerres se sont déroulées de 1833 à 1839, de 1846 à 1849, de 1872 à 1876, périodes au cours desquelles les carlistes tentèrent en vain de s'emparer du trône d'Espagne. Les fondements du carlisme sont Dieu, la Patrie, les libertés, les fueros (privilèges sociaux et juridictionnels) et la royauté, surtout quand celle-ci préservait leurs intérêts.

⁶ Par exemple la guerre des Dix Ans à Cuba, la troisième guerre carliste, l'opposition des monarchistes favorables au retour d'Alphonse XII. Aussi, faut-il prendre en compte les crises en faveur de la proclamation d'une république et les dissensions internes au sein de sa formation politique.

⁷ Certains historiens tels que Juan Manuel Roldán dans son ouvrage *Historia de España*, ne mettent en lumière que quatre présidents du pouvoir exécutif de République espagnole. Il s'agit d'Estanislao Figueras, Francisco Pi I Margall, Nicolás Salmerón, Emilio Castelar y Ripoll qui ont dirigé une république parlementaire de février 1873 à janvier 1874. Mais, il faut dire que cette première république a connu deux phases. En effet, de janvier à décembre 1874, les partisans de la Monarchie imposent une république unitaire après un coup d'État qui installe le Général dictateur Francisco Serrano comme le cinquième président du pouvoir exécutif de cette république.

La República había triunfado, pero la Derecha estaba desconcertada y sólo pensaba en soluciones de fuerza; la Izquierda burguesa y liberal se encontraba con el poder y la falta de base social; el movimiento obrero, que tan auge había cobrado, no tardó en manifestarse; el ejército cada vez se volvía moderado; el Tesoro estaba exhausto, y una guerra civil assolaba el norte del país. A ello se unía la misma escisión dentro del partido republicano [...] Ante la llegada de la República, las clases conservadoras se reunieron en la Asociación conservadora, que constituyó el único intento a escala nacional de organizar a “los hombres de mayor notabilidad e influjo por su posición de riqueza...frente al caos social”. Sus rasgos más significativos se expresan en sus estatutos: defensa a ultranza de la propiedad y apoyo a la organización y armamento de los “vecinos honrados” (B. P. Galdós, 1997, p. 4469 - 4481).⁸

De cette première expérience républicaine fortement marquée par les luttes pour le pouvoir, des inimitiés personnelles et d'une conspiration de sympathisants nationalistes pour le retour du régime monarchique qui ont contribué évidemment au déboire de la République, une autre génération de républicains, notamment celle du XX^{ème} siècle, a pu tirer des leçons. Cela a suscité en cette dernière un désir de revanche quand il s'est agi de signer le pacte de Saint-Sébastien.

Cette alliance antimonarchiste a été essentiellement composée de l'Union Républicaine, du Parti Républicain Radical, de l'Action Républicaine, de la Droite Libérale-républicaine, du Parti Radical Socialiste, de l'Action Républicaine de Catalogne, de l'Action Catalane, de l'État Catalan, du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) et de sa centrale syndicale UGT, du syndicat anarchiste Confédération National du Travail (CNT), du Parti Communiste Espagnol (PCE), des anarchistes de la Fédération Anarchiste Ibérique (FAI), de l'Organisation Républicaine Galicienne Autonome et des membres de la société civile. À ces formations politiques, il faut ajouter des figures marquantes de la future république telles que les intellectuels Gregorio Marañón, Ortega Y Gasset, Pérez de Ayala et la franc-maçonnerie (R. Martinez, 2007, p. 40).

L'une des raisons de l'activisme d'Ortega Y Gasset soulignée dans *España invertebrada* (O. Y Gasset, 1921) était que l'Espagne avait manqué le coche de son européanisation. C'est pourquoi le 17 août 1930, lors d'une réunion entre ces membres de l'opposition au régime monarchique, un accord a été signé pour parvenir à la proclamation de la Seconde République espagnole qui travaillerait pour la promotion des changements sociaux notables. Ce programme commun (Cf. *À L'Encontre*, 2021) de la plupart des forces républicaines devenait le Pacte de Saint-Sébastien. Le but principal de cet accord a été de s'engager à «establecer una República constitucional y obrar a que se conceda la autonomía a la oposición castellana» (P. Vilar, 1981, p. 123).⁹

Un comité révolutionnaire présidé par Alcalá Zamora¹⁰ a été formé. Pour parvenir à leur fin, l'option du *pronunciamiento* comme stratégie militaire a été envisagé. Effectivement, entre 1930 et 1931, le président du gouvernement Berenguer a été confronté à plusieurs tentatives de *pronunciamiento* (dont celui de Jaca). Il n'est pas arrivé à concilier la droite et la gauche sur l'idée d'organiser des élections générales

⁸ La République avait triomphé, mais la droite était déconcertée et pensait seulement à des solutions de force ; la gauche bourgeoise et libérale au pouvoir était dépourvue de base sociale ; le mouvement ouvrier qui était très suivi n'a pas tardé à manifester ; l'Armée de plus en plus se modérait ; le Trésor était vide, et une guerre décimait le nord du pays. À cela, il fallait ajouter la scission au sein du Parti républicain...Face à l'avènement de la République, les classes conservatrices ont créé l'Association Conservatrice, qui a été l'unique effort à l'échelle nationale pour organiser “les hommes de haute notoriété et influence dues à leur position et leur richesse... face au chaos social.” Le caractère qui les définissait était dans leurs règlements : la défense à outrance de la propriété et l'appui à l'organisation et l'armement des “honnêtes voisins” (Notre traduction).

⁹Mettre en place une République constitutionnelle et œuvrer pour qu'on concède une autonomie à l'opposition catalane (Notre traduction).

¹⁰ A la proclamation de la Seconde République, il deviendra le chef du premier gouvernement provisoire et président de la Seconde République espagnole.

pour donner une légitimité démocratique au régime monarchique. C'est pourquoi il a démissionné en février 1931. Il a été remplacé par Juan Bautista Aznar-Cabañas.

Finalement, pour sortir de cette léthargie, la classe politique s'est résolue à organiser des élections municipales prévues le 12 avril 1931. Bien que quantitativement¹¹ favorables au régime monarchique, les résultats de ces municipales ont révélé une forte mobilisation dans les grandes villes en faveur des candidats républicains. Le quotidien de gauche et anticlérical *Heraldo de Madrid* (du 13 avril 1931 numéro 14102, p. 1) avait souligné à sa manchette : « Ocho años después. En el gran plebiscito de ayer. España votó por la República. En casi todas las capitales de provincias y en gran cantidad de pueblos los candidatos republicano-socialistas triunfaron plenamente ».¹² Ensuite, d'argumenter le journal que ces élections sont « una tremenda lección »¹³ de démocratie.

Juan Bautista Aznar-Cabañas démissionna après avoir reçu la lettre du renoncement du roi Alphonse XIII au trône d'Espagne le 14 avril 1931. Le même jour, le roi s'exila en France et la Seconde République espagnole fut proclamée par les partis signataires de l'accord de Saint-Sébastien, mettant ainsi fin à la Constitution de 1876. Publié par le quotidien monarchiste *ABC* le 17 avril 1931 plus tard, le roi affirmait que le désaveu de la Monarchie exprimé par les votants dans les urnes l'amenait à quitter le pays afin d'éviter une guerre civile, tout en prétendant conserver tous ses droits et prérogatives dynastiques (Cf. *ABC* du 17 avril 1931, numéro 8833, p. 2).

Il est vrai que le scrutin s'est déroulé dans une atmosphère d'extrême violence dans laquelle il y a eu de nombreuses victimes.¹⁴ La cible a été particulièrement le clergé catholique parce que selon le théologien et prêtre espagnol J. M. Laboa (1985, p. 19), l'évêque de Tuy a été l'un des premiers dans le cercle catholique à inviter les fidèles à voter et à choisir précisément ceux qui donneraient des garanties de travailler pour la religion et pour la patrie. Ensuite, les consciences républicaines de gauche, à priori jugeant réfractaire aux changements cette institution, avaient rangé l'Église systématiquement du côté de la Monarchie, faisant d'elle une force ennemie à abattre. Mais, la première intention de ces élections n'était pas d'enfreindre la Constitution. Considérée comme un sondage afin d'estimer l'audience qu'avait la Monarchie auprès du peuple et les possibilités de modifications des lois électorales avant les élections générales, le plébiscite des candidats républicains a signifié la volonté manifeste d'installer immédiatement une Seconde République en Espagne.

1.2. Le républicanisme de la République de gauche

Le républicanisme de la Seconde République espagnole provient des mouvements progressistes et libéraux du XIX^{ème} siècle de ce pays. Issus essentiellement des partis politiques de gauche, les progressistes pensaient représenter d'abord les intérêts des classes populaires par le truchement du changement politique et ensuite par le soutien des actions gouvernementales. Quant aux libéraux, ils défendaient les droits individuels comme la liberté, la sécurité et la propriété. Partisans du républicanisme et regroupés sous des formations politiques, les volontés d'ordre existentielles affichées de ces courants les ont emmenés à œuvrer activement pour l'éclosion de la Première République. Mais, ce républicanisme a évolué au XX^{ème} pour devenir plus virulent surtout pendant la Seconde République.

Dès la proclamation de cette république, partant du postulat d'intégrer pleinement les classes populaires à la gestion de la vie civile et politique et de revendiquer des droits civils des prisonniers politiques et des exilés, l'idée a été "d'effacer" de la mémoire collective le "régime dictatorial" et ses oripeaux (tels que l'Église, l'Armée et la Noblesse) hostiles aux revendications sociales et nationales en Espagne. Pour les républicains radicaux, les réformes drastiques étaient pour "refonder" l'Espagne et pour le bien-être

¹¹ Les résultats globaux donnaient 40324 conseillers municipaux dont 10 maires de capitales de provinces pour les monarchistes contre 36282 conseillers municipaux dont 37 maires républicains et socialistes.

¹² « Huit ans après. Le grand plébiscite d'hier. L'Espagne a voté pour la République. Dans presque toutes les grandes villes de provinces et dans une grande quantité de villages les candidats républicains-socialistes ont pleinement triomphé ».

¹³ Une formidable leçon (Notre traduction).

¹⁴ Cf. www.herodote.net/

social, économique, politique et culturel du peuple en particulier. Mais, c'était également une obsession pour le contrôle du pouvoir politique. Cela a conduit la République de gauche à prendre des décisions machiavéliques qui ont entraîné des répercussions sur l'Espagne.

2. La gauche en Espagne dans l'exercice du pouvoir entre 1931 et 1936 : Quelle idéologie et doctrine politique ?

L'avènement soudain de la Seconde République le 14 avril 1931 après des élections municipales qui ne le prévoyaient pas a été salué par les défenseurs républicains radicaux, car cela a facilité la tâche à ceux-là même qui cherchaient à l'instaurer de manière illégale. Mais, quelle a été l'idéologie et la doctrine politique ?

2.1. Le *bienio*¹⁵ réformateur (1931-1933) et le gouvernement du Front Populaire à partir de 1936

Présidé par Niceto Alcalá Zamora de la droite libérale républicaine, le Conseil des ministres espagnol qui a été le premier gouvernement provisoire de la Seconde République entre avril et octobre 1931 (le second formé entre octobre et décembre) était composé d'intellectuels à ces postes clés. Ce sont Alejandro Lerroux du Parti Radical au ministère d'État, Manuel Azaña de l'Action républicaine au ministère de la guerre, Miguel Maura de la droite libérale républicaine au ministère de l'Intérieur et les socialistes Indalecio Prieto et Francisco Largo Caballero respectivement aux ministères des Finances et du Travail. Les discussions aux *Cortès* en ce qui concerne la Constitution de 1931 en gestation et les échanges relatifs à la suppression de l'intervention de l'Église dans les missions régaliennes de l'État a provoqué des tensions au sein du gouvernement. Cela s'est soldée par la démission du président du Conseil et du ministre de l'Intérieur, tous deux d'obédience catholique en octobre 1931.

Après le vote de la Constitution du 9 décembre 1931, pour séduire les chapelles politiques les plus modérées, Alcalá Zamora a été nommé Président de la Seconde République et Manuel Azaña comme chef de gouvernement. La Constitution espagnole de 1931 inspirée des idéaux socialistes internationaux en son article premier énonçait « une République démocratique des travailleurs de toutes classes qui s'organisent en régime de liberté et de justice » et dont les pouvoirs de ses organes émanaient du peuple (R. Martinez, 2007, p. 46).

Selon plusieurs ouvrages d'histoire de l'Espagne (J. P. Fusi, 2003. A. H. Lopez, 2011), le *bienio* réformateur appelée également "bienio social-azañista" est la période comprise entre la proclamation de la Seconde République le 14 avril 1931 et le premier tour des élections générales du 19 novembre 1933. Cependant, l'historien Gil Pecharromán (1997, p. 6) la situe entre le 15 décembre 1931 (date de la formation du second gouvernement présidé par Manuel Azaña) et l'été 1933. C'est effectivement cette période-là qui a concentré l'essentiel de l'approfondissement et de la radicalité des réformes sociales et politiques de la Seconde République. Des réformes que le gouvernement provisoire avait entamées d'avril à décembre 1931 en vue d'impacter positivement l'économie. C'est donc la période la plus faste de la Seconde République espagnole. C'est pourquoi l'historien Juliá Santos (1999, p. 83) la définit comme « la hora de las izquierdas »¹⁶.

Les chantiers à valoriser étaient énormes. En effet, à la veille de l'avènement de la Seconde République en 1931, l'Espagne comptait :

24 millions d'habitants dont près de la moitié d'illettrés, 8 millions de pauvres, 2 millions de paysans sans terre, alors que 20000 personnes détiennent la moitié du pays. C'est un pays qui se caractérise par un grand archaïsme agricole, une très grande inégalité des propriétés, peu de mécanisation et

¹⁵ Du latin *biennalis*, le terme signifie bisannuel. Aujourd'hui les élections générales en Espagne ont lieu tous les quatre ans, contrairement à celles de la Seconde République qui ont été organisées tous les deux ans. Mais, il faut souligner que dans l'histoire, ces convocations électorales n'ont pas toujours été effectuées pendant des périodes fixes. Elles étaient organisées pour des événements urgents tels que l'élaboration d'une nouvelle constitution ou pour renouveler les *Cortès*.

¹⁶ L'heure des gauches (Notre traduction).

un chômage endémique. Les différentes misères du monde de la campagne ont fourni une immigration des provinces du sud vers l'Afrique du Nord. Les villes voient affluer en masse des populations qui ne peuvent trouver du travail, la misère est immense. L'industrialisation des Asturies du Pays Basque et de la Catalogne ne peut absorber toute cette main-d'œuvre (R. Martinez, 2007, p. 41).

Le tableau que présentait l'Espagne de 1900 à 1930 était sombre. Considérablement à la traîne (J. P. Fusi et J. Palafox, 2003, p. 194) par rapport à son voisin français (D. Borne et H. Dubief, 1989. R. Remond et J.-F. Sirinelli, 2003), le marasme sociale, politique et économique dans lequel avait sombré ce pays était en déphasage avec son rayonnement mondial pendant le XVI^{ème} siècle et la première moitié du XVII^{ème} siècle. En 1931, si les traditionalistes et l'Église étaient nostalgiques du passé glorieux de la Monarchie catholique qu'ils cherchaient désespérément à perpétuer, les républicains radicaux, dont Manuel Azaña fut le leader, étaient convaincus que « la República ha rasgado los telones de la antigua España oficial monárquica [...]»¹⁷ (G. Redondo, 1993, p. 162). En effet pour les droites conservatrices, le rayonnement mondial de l'Espagne a été possible grâce à l'entente cordiale entre le régime et la religion considérée comme la valeur ancestrale qu'il fallait préserver. Pour les républicains, les exigences du développement du moment avaient bien changé.

Le Catholicisme constituait dorénavant un frein au développement de l'Espagne. Il fallait plutôt panser et repenser l'ensemble du système espagnol de gestion du pouvoir, car il était l'otage de la Monarchie régie par une bureaucratie conservatrice dont l'appareil idéologique était l'institution religieuse. Quelles sont ces décisions radicales de refonte du système de gestion de pouvoir qui sont devenues les fondements de l'Espagne républicaine ?

Le programme du gouvernement de Manuel Azaña a été d'exécuter les grands axes de la Constitution de 1931 qui sont les réformes que la Seconde République avait entamées dès sa proclamation. Il s'est agi de l'accord du statut d'autonomie politique et administrative aux régions telles que la Catalogne en 1932. L'élan réformateur de cette république a concerné également le passage du bicamérisme au monocamérisme, la reconnaissance de la propriété privée, la réforme militaire dans le but de réduire le nombre pléthorique d'officiers, de rajeunir l'Armée et de la démocratiser car elle était à majorité monarchiste. La république s'est occupée de la résolution du problème agraire qui prétendait en finir avec les *latifundia*¹⁸ et d'augmenter le tarif des journaliers.

L'objectif de la Réforme Agraire de 1932 visait à améliorer les conditions de vie des journaliers et de moderniser l'agriculture. La question religieuse dont l'objectif visait inconditionnellement la formation d'un État laïc et de mettre fin à "la tolérance exagérée" de l'État envers l'Église a été l'un des problèmes les plus délicats à traiter. En effet, il s'est agi d'expulser des communautés religieuses étrangères et de la nationalisation de leurs biens (P. Nourry, 2019, p. 580 - 582), d'appliquer d'autres lois comme le divorce et la reconnaissance des mariages civils, l'interdiction de l'enseignement dans les centres religieux et le retrait de l'assistance économique à l'Église. En outre, il ne faut pas occulter le droit de vote concédé à la gent féminine et la séparation des pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif (G. Redondo, 1993, p. 142).

Cependant des réformes telles que la réforme agraire a eu du mal à aboutir parce que le gouvernement de Manuel Azaña a été confronté à des difficultés économiques ; ce qui fait qu'elle progressait lentement du fait de l'expropriation des terres des oligarchies agraires pour le compte de paysans avec un retard d'indemnisation. Cela a occasionné très souvent des affrontements meurtriers (J. M. Roldan, 2004, p. 124). Les atermoiements du gouvernement réformateur de Manuel Azaña et les difficultés rencontrées lors de l'application effective des réformes comme la réforme agraire lui ont valu d'être sanctionné pendant les élections générales de 1933.

¹⁷ La République a déchiré les voiles de l'officielle ancienne Espagne monarchique [...] (Notre traduction).

¹⁸ Les latifundia sont des exploitations agricoles pratiquant l'agriculture extensive. La propriété foncière détenue par les grands propriétaires terriens, elle nécessite généralement l'emploi de journaliers ou de métayers.

Arrivé au pouvoir entre 1933 et 1935, le *bienio* réactionnaire (appelé également le *bienio* radical-cediste dont les membres étaient réunis au sein de la Confédération Espagnole des Droites Autonomes (CEDA)) était dirigé par Alejandro Lerroux. Cette coalition de droite s'est attelée à défaire les réformes entreprises depuis 1931 par le *bienio* réformateur. À la suite de cette paralysie des réformes entamées par le *bienio* précédent, certains membres du PSOE et des secteurs clandestins de gauche tels que la CNT, l'UGT, le PCE, la FAI se sont radicalisés. Cela a donné lieu à la révolution d'Octobre 1934. Évidemment, la droite au pouvoir, menacée par cette révolution a dénoncé et sanctionné les auteurs de ce complot. Mais, ce sont les scandales financiers du *Straperlo* (roulette truquée) et les mésententes au sein de la coalition de droite qui ont contribué à l'échec du *bienio* réactionnaire lors des élections législatives du 16 février 1936.

Unie au sein du Front Populaire, la coalition de gauche composée des socialistes, le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM) créé en 1935, les communistes et les républicains ont remporté ces joutes électorales pour les *Cortés* en 1936 fortement politisées et entachées de violences et d'irrégularités (J. Redondo, 2017. J. Avilés, 2017). Manuel Azaña a été nommé chef de gouvernement le 19 février 1936. Il a conservé ce poste jusqu'en mai avant d'être élu président de la République espagnole le 11 mai de la même année.

Comme de gouvernement, Manuel Azaña a formé un gouvernement constitué de républicains de gauche sans le PSOE qui, insatisfait, accusait le pouvoir d'avoir la vision traditionnelle de l'anti-pluralisme qui caractérisait le républicanisme (F. Peyrou, 2011). Ce parti demandait plus d'engagement au gouvernement en faveur de la classe ouvrière et paysanne. Le gouvernement a relancé le programme initié par le *bienio* réformateur en 1931. En effet, il a rétabli le statut de la Catalogne puis a pris un décret d'amnistie au bénéfice des condamnés de la révolution d'Octobre 1934. Un coup d'accélérateur a été donné à la réforme agraire. Jusqu'à l'arrivée au pouvoir du Front Populaire :

les changements et les conflits tournaient davantage autour de la question de l'usage de la terre et de son exploitation, qu'autour de celle de la propriété. À l'intransigeance traditionnelle de la classe des propriétaires espagnols, qui était jusqu'en 1931 parvenue à faire échouer tout projet de réforme agraire, fiscale, ou visant à l'établissement d'un cadastre [...], s'ajoutaient maintenant la résistance et la combativité du syndicalisme rural socialiste (Fédération nationale des travailleurs de la terre – FNTT) qui occupa une grande partie du périmètre que contrôlait auparavant le syndicalisme catholique (R. Robledo, 2016, p. 97- 98).

L'augmentation des violences due à l'occupation de terres par les paysans, à l'incendie d'églises et de multiples attentats. Il y a eu également des assassinats dont celui de Javier Calvo Sotelo (leader de droite) le 12 juillet 1936 a rendu la situation intenable. Cet assassinat a été le détonateur du soulèvement militaire à l'origine de la guerre civile.

Il est vrai que les réformes de la Seconde République ont provoqué de graves tensions sociales parce que des secteurs "affectés" s'y sont opposés. Elles ont été inspirées d'une idéologie et une doctrine politique.

2.2. À l'école de la République et du machiavélisme

La Seconde République en Espagne a suscité un grand enthousiasme dans les classes moyenne et populaire. Elle a été perçue comme le régime qui venait démocratiser et moderniser ce pays qui est resté trop longtemps dans la léthargie dans laquelle l'avait plongé "l'archaïque" système monarchique. C'est pourquoi la Constitution de 1931 devait marquer une rupture avec la Monarchie espagnole pour imposer le républicanisme dans les mentalités. Il est vrai que pour les défenseurs de l'ancien régime, la rupture a été brutale. Le système monarchique espagnol ne répondait pas à l'idéologie, aux attentes et aux valeurs républicaines.

On pourrait affirmer qu'à la proclamation de la Seconde République en 1931, les républicains espagnols (en tout cas pour ce qui concerne les secteurs de la gauche radicale) étaient plus engagés sur la conception du républicanisme du moment que la vision traditionnelle du libéralisme du XIX^{ème} siècle en

Espagne¹⁹ qui s'apparentait au républicanisme de l'époque moderne en Europe. En effet, si à l'époque moderne, le républicanisme s'opposait au monarchisme et à la souveraineté absolue, aujourd'hui, il s'apparente à la forme développée en France, aux États-Unis et en Irlande (P. Pettit, 2005, p. 29 - 41).

Dans les années 1930, la vision du monde des républicains espagnols était basée sur l'optimisme par rapport au développement de leur pays. Ils adoptaient une attitude manichéenne en ce qui concerne le modèle de gestion du pouvoir étatique du présent et du futur. Pour eux, le monde ou du moins leur pays luttait pour la liberté qui s'oppose à l'absolutisme du pouvoir d'État. Les républicains entendaient défendre l'idée selon laquelle l'objectif de leur nation, de son existence et de ses décisions devaient être le bien commun. En dehors de cela, toute personne qui ne défendait pas la "chose commune", c'est-à-dire le républicanisme devenait « un ennemi du peuple et devait être éliminée » (F. Peyrou, 2008).

La Constitution de 1931 disait en son article 2 que « tous les Espagnols sont égaux devant la loi ». Donc, aucun individu ne devait être privilégié. En outre, selon Florencia Peyrou (2011), quand il s'agissait de définir la nation, les républicains espagnols mettaient l'accent sur le :

"lien de sang de la race" (el lazo de sangre de la raza) : les traditions, les mœurs, la langue, l'histoire. Ces postulats sont très proches de ceux des républicains français, qui associent le caractère civique de la nation à des traits culturels et à des sentiments marqués par la tradition romantique au sens où la nation suscite de violentes passions, des sacrifices et un amour absolu. Dans le cas des républicains espagnols, l'exaltation nationaliste dérive occasionnellement sur des postures franchement impérialistes, racistes et bellicistes (comme [...] en 1898, lors de la guerre contre les indépendantistes cubains).

Bien que la sécularisation de l'État ait été considérée comme la loi-cadre de la Seconde République, la célérité avec laquelle l'application des mesures contre l'Église (J.M. Laboa, 1985, p. 16)²⁰ ont été prises, montre que ce régime avait un objectif bien défini : détruire l'ancien appareil étatique dont l'Église fut le symbole pour en établir une nouvelle.

S'inspirant de l'échec de la Première République en partie imputable à la domination de l'Église (aussi bien de l'espace territorial que les esprits), pour se maintenir la Deuxième République a voulu s'attaquer promptement aux vieilles coutumes avec ce « principe de vie bien plus actif, une haine bien plus profonde, un désir de vengeance bien plus ardent, qui ne laisse ni ne peut laisser un moment en repos le souvenir de l'antique liberté » (N. Machiavel, 2004). En effet, si la réforme de l'Armée a créé des frustrations et a conduit à son échec, le traitement réservé à l'Église catholique s'est heurté à l'opposition des carlistes, des catholiques traditionalistes, des nostalgiques de la dictature de Miguel Primo de Rivera et des républicains modérés, aggravant ainsi la polarisation de la société espagnole. Cela a rendu plus difficile l'installation de la nouvelle institution étatique, car elle a trouvé en face des "ennemis" à qui profitaient les anciennes institutions.

Le conseil d'habileté de Machiavel (2004, p. 30 - 31) pour les changements de régime est de s'assurer que « les innovateurs sont puissants par eux-mêmes » et détiennent « les moyens de contraindre ». Or en 1931, la Seconde République a trouvé une institution religieuse puissante. Elle était fortement ancrée dans les mœurs et détenait de grandes extensions de terre. En effet, selon Manuel T. De Lara (1965, p. 242), l'Église en Espagne avait au moins 35000 prêtres et 8396 religieuses. Son budget était de 52000000 de Pésètes. Elle détenait au moins 11921 propriétés rurales. Cela lui valait une trésorerie de 76000000 de Pésètes. Elle avait d'importantes valeurs mobilières, des congrégations et des biens difficiles à chiffrer.

¹⁹ Les premiers mouvements républicains espagnols ont commencé en 1840 avec les progressistes qui ont lutté pour le suffrage universel et la souveraineté populaire.

²⁰ La Constitution de 1931 dans son article 26 prévoyait qu'« une loi spéciale réglerait l'extinction totale du budget du Clergé, dans un délai maximum de deux ans ».

Introduite dans les hautes sphères de l'État, la puissance spirituelle de l'Église lui a permis d'acquérir une puissance temporelle, si bien que l'institution religieuse était incontournable dans les prises de décision. Son rôle de gardienne de la conscience du peuple depuis le V^{ème} siècle²¹, lui conférait le respect et la confiance qu'il était difficile d'accorder à une institution naissante. Il est vrai que « les peuples sont naturellement inconstants » (N. Machiavel, 2004, p. 31). C'est pourquoi la proclamation de la Seconde République a suscité une allégresse populaire. Elle n'a pas su persuader les secteurs les plus réticents à croire en elle parce qu'elle n'avait pas les moyens de défendre son ambitieux programme. Autrement dit, elle a manqué de ressource humaine pour bâtir une école républicaine et de fonds pour réussir par exemple sa politique de réforme agraire. D'où la difficulté de persuasion des forces vives de la République.

Lors du soulèvement des 17 et 18 juillet 1936, la Seconde République n'avait pas l'équipement et l'armement nécessaire pour « livrer bataille » (N. Machiavel, 2004, p. 58) aux nationalistes venus l'attaquer. Les putschistes ont rencontré en face des « bandes incontrôlées » (H. Ragner, 2001, p. 89), inexpérimentées et incapables de défendre la République face à la furie des nationalistes.

Conclusion

En 1931, la Seconde République en Espagne proclamée a été synonyme de la séparation du pouvoir Église-État, cette habitude qui, pourtant a souvent fonctionné avec plusieurs monarchies. Si l'exécution du programme républicain reposait sur un cadre constitutionnel, il n'est pas exclu que le régime avait l'idée de maintenir une république pérenne. C'est pourquoi, il a voulu se donner les moyens en écartant systématiquement tous les secteurs qui pouvaient être réfractaires à ses intentions et à son idéologie. Ainsi, la république est allée à l'école de Machiavel pour conquérir le pouvoir et le conserver. En effet, l'amnistie des révolutionnaires d'octobre 1934 par le gouvernement du Front populaire, car considérés comme des héros de l'oppression sauvage de la République de droite²², relève d'une hypocrisie, d'un cynisme et de surcroît d'absence de scrupule. Or en 1931, les républicains affirmaient que « les partis républicains nationaux formeront un bloc invincible pour empêcher l'asphyxie du régime populaire espagnol légalement constitué » (Cf. *Heraldo de Madrid* du 13 mai 1931). Ils ont été capables de s'en prendre à la République de droite. Cela veut dire que la République pour défendre la République n'a pas hésité à enfreindre l'un des principes républicains, à savoir la défense de la Constitution. Soutenir des conspirateurs contre d'autres républicains même si ces derniers avaient des relents de conservatisme, c'est se mettre hors-la loi de son propre système, fût-il pour exister. C'est aussi dévier de son idéal.

La République est allée à l'école du machiavélisme sans vraiment appliquer ses principes. Il est paradoxal qu'une république s'inscrive même inconsciemment aux pratiques du machiavélisme, car généralement ce sont les monarchies absolues qui y sont familières. Il est vrai que le traitement de la question religieuse pendant la Seconde République a plus été perçu comme de l'autoritarisme et de la coercition par les détracteurs du régime qu'une ambition de développement de la nation espagnole. Mais, l'institution républicaine n'avait pas les moyens et la volonté de réaliser les réformes de structures, car plusieurs républicains n'étaient pas d'accord avec le traitement réservé à l'Église. Ces manquements ont contribué à l'échec d'un régime que ses défenseurs ont mis en place après avoir consenti de gros efforts.

À la question de savoir en quoi la République de Gauche de 1931 à 1936 peut être considérée à la fois comme républicaine et/ou machiavélique, il faut dire qu'elle s'est affublée les lunettes d'un républicanisme très radical. Si sa politique de conquête et de conservation du pouvoir qui a été la base de son entreprise s'est fortement inspirée des thèses machiavéliennes, elle n'est pas arrivée à appliquer réellement cette doctrine, car elle a trouvé en face un bloc nationaliste homogène. Touchant à la sensibilité religieuse, l'épineux problème religieux et la réforme agraire ont contribué à l'extinction pure et simple de la Seconde République en 1939.

²¹ L'entrée du Catholicisme s'est produite dans la Péninsule Ibérique sous l'invasion Romaine au III^{ème} siècle. Mais c'est à partir du V^{ème} siècle que le Catholicisme s'est véritablement implanté dans cette péninsule.

²² *Heraldo de Madrid* du mardi 21 février 1936, num. 15591, p. 1.

Bibliographie

- BORNE Dominique et DUBIEF Henri, 1989, *La crise des années 30 (1929-1938)*, *Nouvelle Histoire de la France contemporaine*, tome 13, Paris, Le Seuil.
- CLEMESSY Nelly, 1973, *L'Espagne de la Restauration de 1814 à 1902*, Col. Études, Paris-Bruxelles, Bordas.
- COMELLAS José Luis, CASTANER Trinidad Ortuzar et.al, 2016, *Los Generales de Isabel II*, Madrid, Ediciones 19.
- FREUD Sigmund, 1921, *Massenpsychologie und Ich-Analyse*, Trad.fr. *Psychologie des masses et analyse du moi*, 1924. Réed., 2010, France, PUF.
- FUSI Juan Pablo et PALAFOX Jordi, 2003, *España: 1808-1996: El desafío de la modernidad*, col. «Ensayo y pensamiento», 5e éd., Madrid, Espasa.
- GALDOS Benito Pérez, 1996-1997, «*Episodios Nacionales*» 44, *La Primera República*, Madrid, Boletín de la Sociedad de la Literatura Española del Siglo XIX.
- GERRIG Richard et ZIMBARDO, Philip (trad. de l'anglais par Serge Nicolas), mai 2008, *Psychologie*, 18e éd., Paris, Pearson.
- LABOA Juan María, 1985, *La Iglesia y la II República*, número 220, Madrid, Cuadernos Historia 16.
- LOPEZ Ángel Herrérin, 2011, « *Mémoires libertaires de la Seconde République* », 4-5 hors-série, France-Montauban, Arkheia, revue d'histoire.
- MACHIAVEL Nicolas, 2004, *Le Prince*, France, Chapitre V, Ebooks libres et gratuits.
- MARTINEZ René, 2007, « *La Seconde République espagnole 1931-1939* », numéro 276, France, Humanisme, p.39-48.
- MERCHÁN José Fernando Merino, 1988, *Regímenes históricos españoles*, Madrid, Tecnos.
- NOURRY Philippe, 2019, *Histoire de l'Espagne : Des origines à nos jours*, coll. « Texto », Paris, Tallandier.
- ORTEGA Y GASSET José, 1921, *España invertebrada: bosquejo de algunos pensamientos históricos*, Madrid, col. El Arquero, Edición Calpe.
- PECHARROMÁN Gil, 1997, *La Segunda República. Esperanzas y frustraciones*, Madrid, Historia 16.
- PETTIT Philip, 2005, « *The Tree of Liberty: Republicanism, American, French and Irish* », vol.1, Irish, Field Day publications, p.29-42.
- PEYROU Florencia, 2008, « *¿Voto o barricada? Ciudadanía y revolución en el movimiento republicano del período de Isabel II* », in *Política y políticas en América Latina*, Ayer, 70, España, Asociación de Historia contemporánea, p.171-198.
- RAGUER Hilari, 2001, *La pólvora y el incienso. La Iglesia y la Guerra Civil española (1936-1939)*, Barcelona, Península.
- REDONDO Gonzalo, 1993, *Historia de la Iglesia en España, 1931-1939*, TII, La Guerra Civil (1936-1939), Madrid, RIALP S.A.
- REMOND René et SIRINELLI J.-F., 2003, *Le siècle dernier*, Paris, Fayard.

ROBLEDO Ricardo, 2016, « *La réforme agraire sous la Seconde République espagnole (1931-1939)* », Belin, numéro 63-4, France, revue d'histoire moderne et contemporaine, p.89-114.

ROLDAN José Manuel, 2004, *Historia de España*, col. "Temas de cultura española", Madrid, Edelsa Grupo Didascalía.

SANTOS Juliá, 1999, *Un siglo de España. Política y sociedad*, Madrid, Marcial Pons.

TUNON DE LARA Manuel, 1965, *La España del siglo XIX, 1808-1914*, Paris, Librería española.

VILAR Pierre, 1981, *Historia de España*, SA Barcelona, Editorial Crítica.

Presse et sources internet

ABC du 17 avril 1931, numéro 8833.

À l'encontre, *La brèche*, du 20 avril 2021, État Espagnol-dossier. « *Pour un Pacte de Saint Sébastien du XXI^{ème} siècle* ». <https://alencontre.org/europe/espagne/etat-espagnol-dossier-pour-un-pacte-de-saint-sebastien-du-xxie-siecle.html>

Heraldo de Madrid du 13 avril 1931, numéro 14102.

PEYROU Florencia, 24 mai 2011, Dossier. Debate entorno al 15M. *Republicanism, democracia y participación política*, Collège de France, La vie des idées. <https://booksandideas.net/Republicanism-y-participacion.html>

AVILES Juan, 21 avril 2021, *1936: Fraude y violencia en las elecciones del Frente Popular*, elcultural.com. <https://elcultural.com/1936-Fraude-y-violencia-en-las-elecciones-del-Frente-Popular>

REDONDO Javier, 12 mars 2017, *El pucherazo del 36*, elmundo.es. <https://www.elmundo.es/cronica/2017/03/12/58c3b8bb46163f9f338b457d.html>

Les élections municipales du 12 avril 1931 www.historiaelectoral.com/e1931m.html Consulté le 31 août 2021.

14 avril 1931. La Deuxième République espagnole. https://www.herodote.net/14_avril_1931-evenement-19310414.php Consulté le 6 septembre 2021.